

*La Celac serre les rangs en
défense du respect du droit
international*



La Havane, 17 avr (RHC) La Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) a justifié son rôle de mécanisme de dialogue, en défendant l'adhésion au droit international et en condamnant les violations telles que celles qui ont déclenché la crise diplomatique entre le Mexique et l'Équateur.

Lors d'une réunion tenue mardi par vidéoconférence, avec le Honduras en tête, les chefs d'État et de gouvernement ont exprimé leur inquiétude quant à la possibilité de créer un mauvais précédent dans la région à la suite de l'entrée violente des forces de sécurité équatoriennes dans l'ambassade du Mexique pour y arrêter l'ancien vice-président Jorge Glas.

Toutes les interventions ont critiqué les actions de Quito et se sont accordées sur le fait qu'elle avait violé la Convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques et les normes d'asile de la Convention de Caracas de 1954.

Pour le dirigeant bolivien, Luis Arce, les "déclarations énergiques" contre cet acte répondent à la volonté de consolider l'Amérique latine et les Caraïbes en tant que zone de paix.

De son côté, la présidente tournante de la Celac et présidente du Honduras, Xiomara Castro, a souligné les implications négatives de l'application du cadre juridique international, étant donné qu'il viole et ignore les dispositions établies pour la réalisation du travail diplomatique.

Le dignitaire cubain, Miguel Díaz-Canel, l'a défini comme un acte hostile qui mérite le rejet le plus catégorique parce qu'il viole l'intégrité physique et la dignité du personnel diplomatique, ignore le recours au dialogue et au règlement pacifique des différends, ainsi que l'engagement de bannir à jamais l'usage de la force.

Le Guatémaltèque Bernardo Arévalo a quant à lui critiqué le manque de respect de Quito pour les traités internationaux, qui "constituent la pierre angulaire non seulement des relations internationales, mais aussi de la coexistence pacifique entre les nations et de l'humanité".

Pour le Brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, ce qui s'est passé le 5 avril est inacceptable, cela n'affecte pas seulement le Mexique, et des excuses formelles de la part de l'Équateur seraient un premier pas dans la bonne direction.

Dans le même temps, les dirigeants de la région ont exprimé leur solidarité avec le Mexique et leur ferme soutien à la plainte déposée auprès de l'Organisation des Nations unies (ONU), à l'action intentée devant la Cour internationale de justice (CIJ) et aux autres actions entreprises dans d'autres enceintes multilatérales pour protéger sa souveraineté.

Outre les déclarations de soutien, le Venezuela a annoncé la fermeture de son ambassade en Équateur et des consulats de Quito et Guayaquil, ainsi que le retour immédiat du personnel diplomatique jusqu'à ce que le droit international soit expressément rétabli dans le pays sud-américain.

Le Honduras a décidé de rappeler son chargé d'affaires à Quito pour consultations et a révélé qu'il prendrait les mesures nécessaires pour soutenir les actions du Mexique devant l'ONU et la CIJ.

Un autre point de consensus entre les dirigeants de la Celac a été l'appel au respect des règles d'asile et à l'octroi à Glas du sauf-conduit nécessaire pour faciliter son transfert vers le Mexique.

Ils ont également jugé opportun de créer une commission spéciale chargée de vérifier si l'homme politique bénéficie d'une attention médicale appropriée, car son état de santé après avoir été expulsé de force de l'ambassade mexicaine est préoccupant. (Source : Prensa Latina)



Radio Habana Cuba